

**Raffinerie de pétrole
Bashneft à Oufa (Russie).**

Les exportations énergétiques
du pays lui ont rapporté en
moyenne 750 millions d'euros
par jour en juin 2022, contre
625 millions en mai 2021.

© SERGEI KARPUKHIN - REUTERS



La Russie après six mois de sanctions

Pour le moment, les sanctions prises contre la Russie n'ont pas tari les recettes du secteur extractif ni déstabilisé le rouble, mais peuvent handicaper le potentiel de croissance du pays.

Par Aude Martin

Les sanctions économiques contre la Russie sont-elles efficaces ? « Oui, répond le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. Elles frappent déjà durement Vladimir Poutine et ses complices et leurs effets sur l'économie russe s'accroîtront au cours du temps. » Non, répondent l'ex-candidate à la présidentielle Marine Le Pen ou le dirigeant hongrois Viktor Orbán, qui s'abritent derrière la défense des intérêts des Européens, frappés par l'inflation, pour demander la levée des sanctions contre Moscou. « Contrairement aux rodомontades de notre gouvernement, l'économie russe n'est pas à genoux et n'est pas en cessation de paiements », affirmait début août la députée RN du Pas-de-Calais.

DES RECETTES EN HAUSSE

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne a adopté six paquets de sanctions contre la Russie, auxquels s'ajoutent celles qui ont été prises par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie ou encore le Japon. « L'efficacité des sanctions économiques est notoirement difficile à estimer du fait de la multiplicité des instruments, objectifs intermédiaires et ultimes (...), mais aussi de la

difficile définition du scénario contrefactuel », c'est-à-dire qui se serait déroulé sans sanctions, estime Agnès Bénassy-Quéré, cheffe économiste de la direction générale du Trésor. « L'objectif ultime des sanctions est de changer la politique étrangère russe, et donc de mettre fin à la guerre en Ukraine. De ce point de vue, elles n'ont pas atteint leur objectif, décrit Cyrille Bret, maître de conférences à Sciences Po Paris et chercheur associé à l'Institut Jacques Delors. L'objectif indirect est d'infliger des dommages à l'appareil de production et aux finances publiques russes pour que Moscou ne puisse plus financer son effort de guerre. »

40 % des recettes de l'Etat russe étant issus du secteur extractif, l'évolution du montant des exportations énergétiques de la Russie donne de premiers indices quant à l'efficacité des sanctions. Selon les estimations du *think tank* Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), les recettes des exportations énergétiques de la Russie sont très largement supérieures à leur niveau de 2021 : 625 millions d'euros par jour en moyenne en mai 2021, contre 750 millions en juin 2022. « A partir du moment où une partie du monde refuse le pétrole ou le gaz d'un grand pays producteur, et que la production globale n'augmente pas, les prix grimpent. Et la

Russie en bénéficie aujourd'hui », explique Florent Parmentier, chercheur associé au centre de géopolitique de HEC. Et ce, bien que le pétrole brut russe subisse une décote par rapport au Brent européen (de plus de 30 dollars par baril début août, contre moins de 2 dollars fin 2021).

LES OCCIDENTAUX EN RETRAIT

Les Occidentaux continuent donc chaque jour de verser des sommes considérables à Moscou. Malgré tout, les montants reçus par la Russie baissent depuis le mois de mars. A la fois en raison de l'interdiction de nouveaux contrats décidée par l'Union européenne, ainsi que des coupures de livraison imposées par la Russie.

“

Les Occidentaux continuent chaque jour de verser des sommes considérables à Moscou

Par ailleurs, la part des Occidentaux dans la cagnote quotidienne de la Russie recule. Tandis que la Chine et l'Inde représentent au contraire une part croissante des montants qui tombent dans les caisses de Moscou.

Le comportement de l'Inde, qui reçoit désormais 18 % des exportations de pétrole brut russe, contre 1 % avant la guerre, constitue « une faille importante à refermer », insiste le CREA. Le plus gros acheteur est la raffinerie de Jamnagar, à l'ouest du pays, dont la moitié du pétrole raffiné est destinée à l'exportation. « 20 % des cargos

passent par le canal de Suez, indiquant qu'ils se dirigent vers l'Europe ou les Etats-Unis », décrit le think tank. Alors même que Washington a décrété un embargo sur le pétrole russe dès le mois de mars.

Quoi qu'il en soit, l'augmentation des livraisons vers l'Asie ne permet pas de compenser la chute des livraisons vers l'Ouest. « La Chine achète quasiment tout ce que la Russie peut lui livrer par pipelines et par les ports du Pacifique. Il ne pourra donc bientôt plus y avoir d'augmentations substantielles sauf à faire passer les chargements par la mer Baltique ou la mer Noire, ce qui est plus long et plus coûteux. Ou à mettre en service de nouvelles infrastructures, ce qui prendra des années », explique le CREA. Par ailleurs, la part de l'Inde dans les revenus des exportations russes reste faible, et l'Union européenne comme le Royaume-Uni interdiront à partir de la fin de l'année à leurs assureurs de couvrir le transport maritime de pétrole russe. 97 % des tankers transportant du brut russe étant assurés au Royaume-Uni, en Norvège ou dans l'Union, cela risque

de limiter les possibilités de diversification pour Moscou.

UNE BONNE TENUE DU ROUBLE

Sur le plan monétaire cette fois, la remontée rapide du cours du rouble dès la fin du mois de mars a laissé planer des doutes quant à l'efficacité des sanctions. Elle est d'abord le signe de la réussite des interventions de la Banque de Russie pour soutenir le cours de sa monnaie. « En plus de relever ses taux d'intérêt, l'institution monétaire a imposé un contrôle des changes très sévère sur

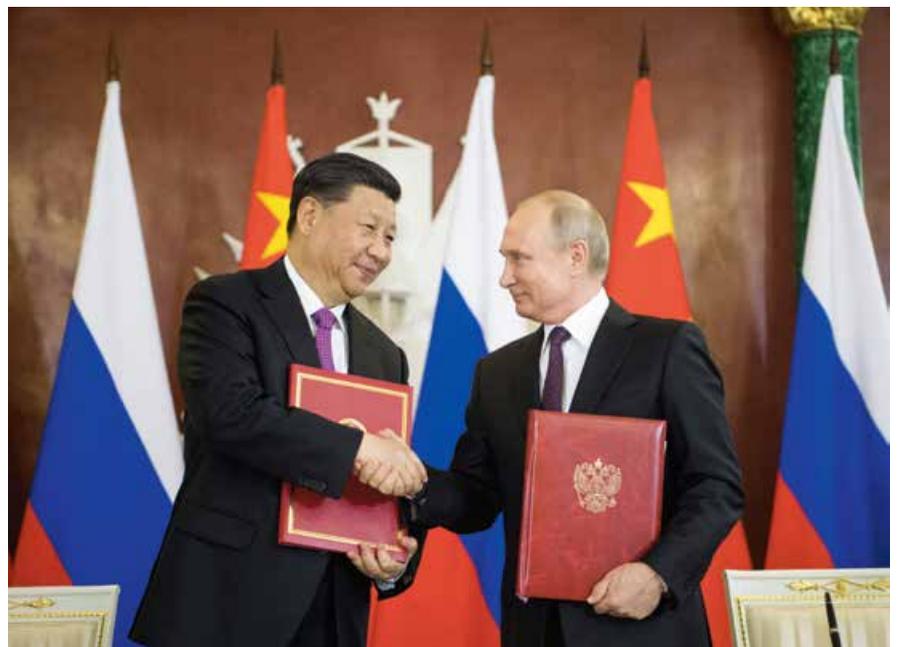
les entreprises et les ménages russes pour les empêcher de convertir leurs roubles en euros ou en dollars », détaille Julien Vercueil, professeur d'économie à l'Inalco et spécialiste de la Russie.

La bonne tenue du rouble tient également à la forte diminution des importations russes. En effet, plus un pays a un solde commercial élevé, plus sa monnaie s'apprécie, et vice versa. Or, rappelle Agnès Bénassy-Quéré, « les volumes importés par la Russie auraient diminué de 89 % en mai 2022 par rapport à février ». La Banque de Russie parle de son côté d'une diminution de 20 % des importations au 2^e trimestre 2022 par rapport au 2^e trimestre 2021. Quoi qu'il en soit, « la bonne tenue du rouble n'est pas d'un très grand secours lorsque les importations sont contraintes : le pouvoir d'achat externe de la monnaie est en grande partie théorique puisqu'il est impossible de se procurer des biens venant des pays avancés », conclut l'économiste.

En effet, les Occidentaux ont identifié un certain nombre de produits critiques pour l'économie russe et en ont interdit – ou restreint – les exportations à destination de Moscou. Sont ciblés principalement les secteurs à fort contenu

1 000

C'est le nombre d'entreprises qui ont réduit la voilure de leurs activités en Russie, selon des chercheurs de l'université Yale.



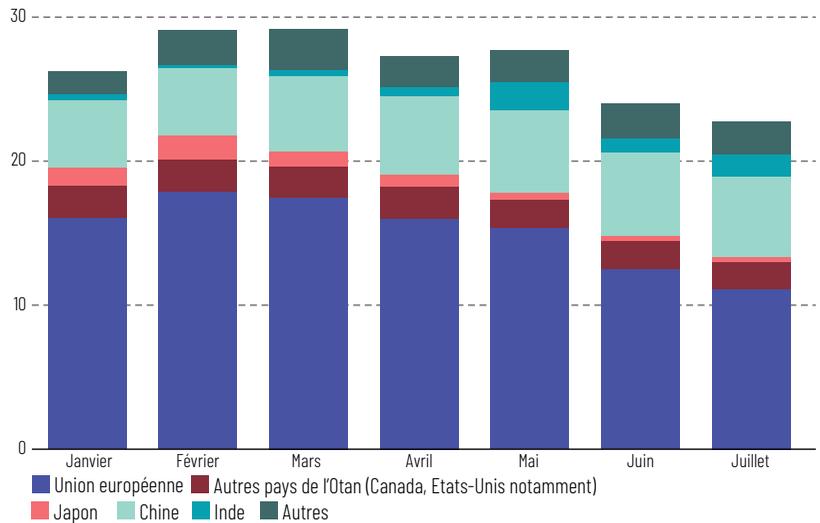
Xi Jinping et Vladimir Poutine à Moscou, en juin 2019. Malgré la promesse d'une coopération sans limites, les exportations chinoises vers la Russie ont diminué de 40 % entre janvier et mai 2022.

© XINHUA/REA

LA RUSSIE CONTINUE D'ENGRANGER DES MILLIARDS D'EUROS

Evolution des recettes d'exportations énergétiques mensuelles de la Russie en fonction de leur destination, depuis janvier 2022, en milliards d'euros

Source : Centre for Research on Energy and Clean Air



technologique. Les exportations de technologies utiles au raffinage du pétrole sont par exemple interdites, de même que celles utiles à l'aviation ou au transport maritime. L'efficacité des sanctions va dépendre dans chacun de ces secteurs des possibilités de substitution de la Russie. « En 2011, Vladimir Poutine a lancé une stratégie de substitution aux importations pour favoriser la renaissance de l'industrie de transformation russe, moribonde depuis les années 1990. Cette politique a bénéficié de moyens publics plus importants après les sanctions occidentales provoquées par l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre dans le Donbass », rappelle Julien Vercueil. L'action la plus concrète a été l'interdiction par la Russie des importations de certains produits alimentaires, pour y substituer une production réalisée sur son sol. « Cette politique a été un succès pour le porc et la volaille, où la production domestique a augmenté sans que cela ne se traduise par des hausses de prix », détaille Heli Simola, économiste à la Banque de Finlande. Mais pour le reste, explique-t-elle, les importations depuis l'Occident ont simplement été remplacées par un approvisionnement auprès d'autres pays, avec des hausses de prix à la clé.

UN HANDICAP POUR L'INDUSTRIE RUSSE

L'effort de substitution risque d'être encore plus ardu dans les secteurs hautement technologiques, aujourd'hui visés par les sanctions. D'autant que la Russie fait face, depuis le début de la guerre, à un exode d'entreprises et de main-d'œuvre susceptible de handicaper ses capacités de production. « La plupart des estimations évoquent au moins 500 000 départs [de travailleurs russes, NDLR], la plupart étant des personnes diplômées et qualifiées », avancent des chercheurs de l'université Yale [1]. Grâce au compteur qu'ils tiennent depuis le premier jour de la guerre, ces derniers ont par ailleurs comptabilisé 1 000 entreprises dont la voilure des

activités en Russie a été réduite, au-delà même de ce que leur imposent les sanctions. Pour atténuer l'effet de ces dernières, la Russie pourra tenter de limiter ses exportations afin d'augmenter la disponibilité de certains produits dans l'économie nationale. Mais si l'on prend par exemple le secteur des machines, équipements et véhicules – pour lequel la Russie est particulièrement dépendante du reste du monde –, les produits qu'elle exporte habituellement ne pourront combler au mieux que 22 % de ses besoins.

Peut-elle alors se tourner vers la Chine ? Il subsiste encore une incertitude de ce côté-là. La Russie trouve de plus en plus auprès de Pékin les intrants (matières premières, machines, composants électroniques...) dont elle a besoin pour produire (+ 2,5 % entre 2013 et 2018). Mais malgré la promesse faite par Xi Jinping d'une coopération sans limites avec le régime de Vladimir Poutine, les exportations chinoises vers la Russie ont diminué de 40 % entre janvier et mai 2022, passant de 7,4 à 4,3 milliards de dollars. « Les exportateurs chinois, apparemment peu enclins à risquer des représailles américaines pour non-respect des sanctions, ont restreint leurs ventes à la Russie », constate Martin Chorzempa, chercheur au Peterson Institute for International Economics.

« Les sanctions peuvent avoir un effet masqué et handicaper sérieusement le potentiel

de croissance de la Russie. Mais elles sont à diffusion lente, résume Cyrille Bret. Par ailleurs, elles sont utiles et indispensables pour marquer une opposition au régime russe et peser dans les négociations. » « Les sanctions ont été légèrement modifiées par le premier accord diplomatique depuis le début de la guerre signé le 22 juillet à Istanbul. Il y aura vraisemblablement d'autres aménagements de ce type », estime Florent Parmentier. Dans le cadre de la crise des céréales, la reprise des exportations ukrainiennes depuis le port d'Odessa a en effet été obtenue moyennant la levée de certaines restrictions à l'exportation s'appliquant à la Russie (sur les engrais et les céréales, notamment).

« Aujourd'hui, d'après les données dont on dispose sur l'activité économique, l'effet négatif de la guerre et des sanctions est dix fois plus fort sur l'économie russe que sur l'Union européenne, conclut Julien Vercueil. Se priver totalement de gaz russe exercerait une contrainte plus puissante sur la capacité budgétaire de la Russie à soutenir son effort de guerre, mais aurait également des effets plus profonds sur la cohésion de nos économies. Trouver des réponses à cette guerre qui soient acceptables à la fois d'un point de vue éthique et politique est un défi majeur pour les démocraties européennes. » ■

[1] « Business Retreats and Sanctions Are Crippling the Russian Economy », juillet 2022, accessible sur cutt.ly/iZ3bdP9